



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2012

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	3
Déclarations prospectives	4
Aperçu général.....	4
Activités abandonnées.....	5
Résultats d'exploitation	6
Opérations sur devises	6
Ventes consolidées	7
<i>Répartition géographique des ventes</i>	<i>9</i>
Marge brute	9
Frais de vente et d'administration	10
Résultat opérationnel	10
Frais financiers	11
Charge d'impôt sur le résultat	11
Résultat net	11
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	12
Flux de trésorerie et situation financière	13
Distribution spéciale aux actionnaires.....	13
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>13</i>
<i>Activités opérationnelles</i>	<i>14</i>
<i>Activités d'investissement</i>	<i>16</i>
<i>Activités de financement</i>	<i>17</i>
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions.....	18
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	19
Bilans consolidés	21
Aide gouvernementale.....	23
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels	24
Conjoncture financière et économique.....	25
Modifications futures de conventions comptables.....	26
Contrôles et procédures internes	27
Risques et incertitudes	27
Données financières trimestrielles choisies	28
Perspectives.....	28
Renseignements supplémentaires et information continue	29

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2012 et le 31 décembre 2012. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie des périodes de trois et neuf mois closes les 31 décembre 2012 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2012, la période de six mois close le 30 septembre 2012 et la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2012. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société préparés conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire, et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA des activités poursuivies de la Société, constituées essentiellement de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » plus loin), est calculé comme suit :

(000 \$)	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Résultat net découlant des activités poursuivies	3 296	4 505	9 045	10 273
Impôt sur le résultat	901	1 319	2 090	2 779
Frais financiers	495	919	2 438	2 691
Charge d'amortissement	2 962	3 497	9 306	10 293
BAIIA	7 654	10 240	22 879	26 036

Pour le troisième trimestre et la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, la baisse du BAIIA est attribuable à une diminution du résultat opérationnel réalisé au troisième trimestre, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance indue aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Le 31 août 2012, la Société a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels (la « transaction de vente ») (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après. À la suite de cette transaction, Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires, principalement aux États-Unis. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, ainsi qu'à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers électroniques, des échangeurs thermiques et des caissons pour les fournisseurs de radars de bord, de systèmes électro-optiques et de commandes d'aéronefs. Cette usine offre des compétences technologiques en matière de brasage sous vide et de brasage par immersion pour l'assemblage des métaux et est devenue la première installation de brasage sous vide de l'aluminium au Canada à obtenir l'accréditation Nadcap.

Activités abandonnées

Le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à sa ligne de produits Aérostructure et à sa ligne de produits Industriels à Precision Castparts Corporation (« PCC »), une société publique cotée à la Bourse de New York. Les actifs nets acquis par PCC comprennent les sites de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situés à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington (Texas), ainsi que les sites de fabrication de la ligne de produits Industriels situés à Cincinnati (Ohio).

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012. Le produit brut de la vente, incluant les ajustements postérieurs à la clôture qui doivent être finalisés d'ici la fin du trimestre en cours, s'élève à 298,1 millions de dollars, essentiellement versés en espèces. En tenant compte des impôts connexes et des frais de transaction estimatifs se rattachant à l'opération de vente, le produit net de la vente s'est chiffré à 233,4 millions de dollars, ce qui comprend un ajustement favorable de 1,5 million de dollars des frais connexes à l'opération, avant la charge d'impôt, qui a été comptabilisé au troisième trimestre. Le gain de 159,2 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente, déduction faite des impôts connexes de 50,8 millions de dollars, s'élève à 108,4 millions de dollars.

Le résultat net des activités abandonnées et découlant de la transaction de vente est constitué des éléments suivants :

(000 \$)	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Neuf mois clos les</u>	
	<u>31 décembre</u>	<u>2011</u>	<u>31 décembre</u>	<u>2011</u>
Gain net réalisé sur la transaction de vente	1 289	-	108 415	-
Résultat net des activités vendues ⁽¹⁾	-	2 405	6 132	7 246
Résultat net des activités abandonnées	1 289	2 405	114 547	7 246

⁽¹⁾ Jusqu'au 31 août 2012.

Au deuxième trimestre, parallèlement à la transaction de vente, la Société a réduit de 16 millions de dollars ses obligations au titre de contrats de location-financement et procédé au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales d'un million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la « facilité de crédit ») et racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente.

Les ventes, la marge brute, le résultat opérationnel et le BAIIA des activités poursuivies et abandonnées représentaient les montants suivants pour le dernier exercice financier clos le 31 mars 2012 :

	<u>Total</u> <u>Consolidé</u> <u>(000 \$)</u>	<u>Activités</u> <u>abandonnées</u> <u>(000 \$)</u>	<u>Activités</u> <u>poursuivies</u> <u>(000 \$)</u>
Ventes	380 336	126 808	253 528
Marge brute	67 630	24 923	42 707
Résultat opérationnel	40 669	16 841	23 828
BAIIA	64 722	27 275	37 450

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Suite à la transaction de vente expliquée plus haut, les revenus et les charges des activités abandonnées antérieurement au 31 août 2012 sont présentés séparément des revenus et des charges des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net aux états des résultats consolidés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012, ainsi que les périodes comparables de l'exercice précédent.

Antérieurement à la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits Industriels constituait le secteur Industriel. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de cette transaction de vente, la Société oeuvre principalement dans le secteur de l'aérospatiale et est constituée de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron.

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de l'exercice. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux conventions comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change moyens pour les périodes de trois et neuf mois closes les 31 décembre 2012 et 2011, ainsi que les taux de clôture au 31 décembre 2012 et au 31 mars 2012 s'établissaient comme suit (\$ CA/équivalent 1 \$ US) :

Taux de change Canada / États-Unis	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Taux moyen pour les trimestres clos	<u>0,9913</u>	<u>1,0231</u>
Taux moyen pour les neuf mois clos	<u>0,9987</u>	<u>0,9903</u>

Taux de change Canada / États-Unis	31 déc. 2012	31 mars 2012
Taux de clôture au	<u>0,9949</u>	<u>0,9975</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a augmenté de 3,1 % d'un exercice à l'autre, ce qui a eu un impact négatif sur les ventes libellées en dollars américains et sur les résultats de la Société, y compris ceux des activités d'exploitation canadiennes. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué de 0,8 % d'un exercice à l'autre, de sorte qu'elle n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats de la Société pour cette période. Globalement, la variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2012 n'a eu aucune incidence importante sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin de ce trimestre, comparativement aux soldes de fin d'année de l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 décembre 2012, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 130,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0405. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois de janvier 2013 et mars 2016; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours du présent exercice et du suivant.

Au 31 décembre 2012, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2262. Ces contrats viennent tous à échéance au cours de l'exercice 2014 et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

Les résultats et principales fluctuations des activités poursuivies pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012 se présentent comme suit :

Ventes consolidées

Les ventes consolidées pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2012 se sont établies à 61,7 millions de dollars, en baisse de 0,4 % par rapport à celles de 62,0 millions de dollars réalisées lors de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu pour effet de réduire les ventes consolidées de 1,0 million de dollars, ou 1,7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les ventes consolidées ont progressé de 4,5 millions de dollars, ou 2,5 %, pour atteindre 183,2 millions de dollars, comparativement aux ventes de 178,7 millions de dollars réalisées l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à une progression de 15,3 %, ou

10,5 millions de dollars, des ventes dans le secteur commercial, en raison principalement de l'augmentation des cadences de production des programmes de gros porteurs commerciaux et de jets d'affaires. Cette hausse a été en partie contrebalancée par un recul des ventes de produits militaires sur le marché secondaire. Les fluctuations des taux de change ont eu pour effet de réduire les ventes de 1,3 million de dollars, soit 0,7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes consolidées peuvent être ventilées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>				<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>			
	2012	2011	Variation		2012	2011	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	34 145	39 273	(5 128)	(13,1)	104 457	110 469	(6 012)	(5,4)
Commercial	27 597	22 715	4 882	21,5	78 749	68 275	10 474	15,3
Total	61 742	61 988	(246)	(0,4)	183 206	178 744	4 462	2,5

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires durant le trimestre ont fléchi de 5,1 millions de dollars, ou 13,1 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 34,1 millions. Depuis le début de l'exercice, les ventes de produits militaires ont reculé de 6,0 millions de dollars, ou 5,4 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 104,5 millions de dollars. Le recul des ventes pour le trimestre et depuis le début de l'exercice est essentiellement attribuable au report, par certains clients, de commandes liées à des programmes militaires, combiné à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire résultant de livraisons différées et qui seront effectuées durant le trimestre en cours du présent exercice. Le recul des ventes de produits militaires est également attribuable à une baisse des ventes de boîtiers électroniques et de caissons fabriqués à l'usine Magtron.

Les ventes commerciales ont augmenté de 4,9 millions de dollars, ou 21,5 %, durant le trimestre, pour s'établir à 27,6 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, les ventes ont progressé de 10,5 millions de dollars, ou 15,3 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 78,7 millions de dollars. Ces hausses sont attribuables à la progression des ventes liées aux programmes de gros porteurs commerciaux, en raison essentiellement de l'augmentation de la cadence de production du programme du B-777 et de l'accélération de la production du programme du B-787. Elles traduisent également l'impact de l'augmentation du rythme de production de certains programmes de jets d'affaires, principalement le programme du Challenger, et d'une hausse des ventes réalisées sur le marché secondaire en lien avec certains programmes d'avions régionaux et les programmes des LJ-45 et CL-415 de Bombardier.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Neuf mois clos les</u>	
	<u>31 décembre</u>		<u>31 décembre</u>	
	2012	2011	2012	2011
	(%)	(%)	(%)	(%)
Canada	32	27	31	27
États-Unis	63	68	64	69
International	5	5	5	4
Total	100	100	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes au troisième trimestre ainsi qu'au cours des neuf premiers mois, par rapport à l'exercice précédent, traduit essentiellement l'impact de l'accroissement des ventes commerciales réalisées sur le marché secondaire au Canada.

Marge brute

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, a diminué ce trimestre de 2,5 % par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 15,1 %, comparativement à 17,6 % l'an dernier. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, elle a reculé de 0,9 % pour s'établir à 15,1 %, comparativement à 16,0 % lors de l'exercice précédent.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu, ce trimestre, un impact négatif sur la marge brute en dollars de la Société de 0,3 million de dollars, ou 0,2 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes et, depuis le début de l'exercice, de 0,7 million de dollars, ou 0,3 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, la marge brute consolidée a été affectée par une sous-imputation plus importante de frais généraux de fabrication en raison d'une baisse du volume de production attribuable au report de certaines commandes par des clients, des ventes de produits militaires moins élevées que prévu et une composition des ventes défavorable dans le secteur des services de réparation et d'entretien. Depuis le début de l'exercice, certains coûts non récurrents ont également été engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage. Ces répercussions négatives sur la marge brute, pour les deux périodes considérées, ont été en partie contrebalancées par une composition des ventes plus avantageuse attribuable à une hausse des ventes de pièces de rechange dans le secteur commercial ainsi que par une baisse des coûts liés à la non-qualité, comparativement à l'exercice précédent.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Frais de vente et d'administration (000 \$)	4 640	4 180	14 103	12 780
Pourcentage des ventes	7,5	6,7	7,7	7,1

Les frais de vente et d'administration se sont chiffrés à 4,6 millions de dollars, ou 7,5 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, soit une hausse de 0,5 million de dollars, ou 0,8 % des ventes, par rapport à ceux de 4,2 millions de dollars, ou 6,7 % des ventes, constatés lors de l'exercice précédent. Cette augmentation reflète la hausse des frais de recherche et développement de 0,7 million de dollars engagés cette année, par rapport à l'exercice précédent, pour le développement de nouvelles technologies et l'amélioration des processus de fabrication des systèmes de train d'atterrissage et qui ne sont pas capitalisés. De plus, la charge relative à la rémunération fondée sur des actions a augmenté de 0,1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent, traduisant l'appréciation du cours de l'action de la Société à la Bourse de Toronto. Pour le trimestre, le gain de change de 0,1 million de dollars réalisé lors de la conversion d'actifs monétaires nets et inclus dans les frais de vente et d'administration a été identique à l'an dernier.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 14,1 millions de dollars, ou 7,7 % des ventes, en hausse de 1,3 million de dollars, ou 0,6 % des ventes, par rapport aux frais de 12,8 millions de dollars, ou 7,1 % des ventes, engagés l'an dernier. Cette situation s'explique essentiellement par une hausse de 0,9 million de dollars de la charge relative à la rémunération fondée sur des actions par rapport à l'exercice précédent qui reflète la progression du cours de l'action de la Société. Ils comprennent également un gain de 0,1 million de dollars réalisé lors de la conversion d'actifs monétaires nets, comparativement à un gain de 0,3 million de dollars lors de l'exercice précédent.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 4,7 millions de dollars, ou 7,6 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, soit un recul de 3,3 % des ventes, par rapport à celui de 6,7 millions de dollars, ou 10,9 % des ventes, réalisé lors de l'exercice précédent. Cette situation est principalement attribuable à une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication résultant d'une baisse des ventes de produits militaires et à une hausse des frais de recherche et développement, comme il est expliqué plus haut.

Pour la période de neuf close le 31 décembre 2012, le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 13,6 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes, comparativement à 15,7 millions de dollars, ou 8,8 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Le recul du résultat opérationnel, tant en dollars qu'en pourcentage des ventes, est principalement attribuable à des coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage, à la sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication résultant de la baisse des ventes de produits militaires, de même qu'à la hausse de la charge relative à la rémunération fondée sur des actions, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés respectivement à 0,5 million de dollars et 2,4 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012, alors qu'ils avaient totalisé 0,9 million de dollars et 2,7 millions de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution des frais financiers pour le trimestre et depuis le début de l'exercice reflète une hausse des intérêts créditeurs attribuable à l'augmentation de la situation de trésorerie de la Société à la suite de la transaction de vente. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les frais financiers traduisent également la hausse de la charge de désactualisation au titre des intérêts résultant des ajustements du taux d'actualisation relatif aux provisions à long terme.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, la charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 0,9 million de dollars, comparativement à 1,3 million de dollars lors de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la charge d'impôt sur le résultat se chiffre à 2,1 millions de dollars, comparativement à 2,8 millions de dollars lors de la même période l'an dernier.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 18,8 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 25,9 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,1 million de dollars) qui a été en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars). Il comprend également une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale (0,8 million de dollars).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2011, le taux d'imposition effectif de la Société s'était établi à 21,3 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 27,2 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes (0,7 million de dollars) et d'ajustements d'impôt différé avantageux (0,3 million de dollars), en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,2 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur le résultat des sociétés au Canada.

Résultat net

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012, le résultat net découlant des activités poursuivies de la Société s'élève respectivement à 3,3 millions de dollars, ou 5,3 % des ventes, et 9,0 millions de dollars, ou 4,9 % des ventes, comparativement à un résultat net de 4,5 millions de dollars, ou 7,3 % des ventes, et 10,3 millions de dollars, ou 5,7 % des ventes, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le résultat net pour le trimestre et depuis le début de l'exercice comprend le résultat net découlant des activités abandonnées du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012 de 1,3 million de dollars et 114,5 millions de dollars, respectivement, comparativement à 2,4 millions de dollars et 7,2 millions de dollars lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le résultat net des activités abandonnées depuis le début

de l'exercice comprend un gain net de 108,4 millions de dollars réalisé sur la transaction de vente. Le montant de ce gain net comprend un rajustement favorable de 1,3 million de dollars, déduction faite des impôts, qui a été comptabilisé au troisième trimestre, comme il est expliqué plus haut (se reporter à la Note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2012	2011	2012	2011
Résultat net découlant des activités poursuivies (000 \$)	3 296	4 505	9 045	10 273
Résultat net découlant des activités abandonnées (000 \$)	1 289	2 405	114 547	7 246
Résultat net (000 \$)	4 585	6 910	123 592	17 519
Bénéfice par action – de base (\$)	0,15	0,23	4,02	0,58
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,15	0,23	4,00	0,57
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base et dilué (\$)	0,11	0,15	0,29	0,34

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 30 753 456 pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012 et de 30 335 097 pour la période correspondante de l'exercice précédent, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 887 058 pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours et de 30 659 935 pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du nombre d'actions ordinaires en circulation, depuis le début de l'exercice, est essentiellement attribuable à l'émission de 1 032 543 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société, y compris 679 005 actions ordinaires au troisième trimestre de l'exercice en cours (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Le 7 février 2013, soit à la date de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 31 503 947 actions ordinaires et 266 901 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 4,1 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, les autres éléments de la perte globale inclus dans le résultat global découlant des activités poursuivies, sont essentiellement attribuables aux gains nets réalisés sur des instruments financiers dérivés reclassés en résultat net durant cette période, combiné au montant net des pertes actuarielles résultant de l'incidence négative de la baisse du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies, en partie contrebalancés par un gain réalisé lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Distribution spéciale aux actionnaires

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action payable le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. Le conseil d'administration a déterminé qu'il était approprié de procéder à cette distribution spéciale aux actionnaires, à la suite de la transaction de vente dont il est fait mention plus haut, et que la situation financière de la Société demeurerait saine après cette distribution spéciale, compte tenu, entre autres, des dépenses en capital et autres investissements prévus, ainsi que des résultats anticipés de la Société.

La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars (sur la base de 31 498 905 actions ordinaires en circulation le 20 novembre 2012) effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisée en réduction des résultats non distribués de la Société. La réduction du capital qui a eu pour effet de réduire le capital émis de la Société a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012. Les frais de transaction connexes à cette distribution spéciale aux actionnaires se sont élevés à 0,3 million de dollars (0,2 million de dollars après impôts) et ont été comptabilisés en réduction du capital émis et des résultats non distribués (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. À la suite de la transaction de vente réalisée le 31 août 2012 et de la distribution spéciale versée aux actionnaires le 19 décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 91,4 millions de dollars au 31 décembre 2012, comparativement à 62,0 millions de dollars au 31 mars 2012, dont 5,0 millions de dollars avaient été investis dans des dépôts à court terme (39,9 millions de dollars au 31 mars 2012). Le reste de la trésorerie et des équivalents de trésorerie était détenu dans des comptes de placement auprès de trois banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté sa facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016 (se reporter à la Note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). Elle comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Immédiatement après la transaction de vente, la Société a effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit. Par conséquent, au 31 décembre 2012, seule une somme de 21,9 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) avait été prélevée sur la facilité de crédit de la Société, comparativement à 59,4 millions de dollars (59,5 millions de dollars US) au 31 mars 2012. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses

résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 31 décembre 2012, la Société affichait la situation de trésorerie nette suivante calculée comme suit :

	(000 \$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	91 391
Moins : dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	(60 817)
Situation de trésorerie nette	30 574

(1) Excluant le montant net des frais de financement différés

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles ainsi que les flux de trésorerie de ses activités abandonnées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2012	2011	2012	2011
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Flux de trésorerie découlant des activités poursuivies	6 980	9 496	19 943	22 240
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	455	(3 868)	(8 145)	(11 105)
	7 435	5 628	11 798	11 135
Activités opérationnelles découlant des activités abandonnées	-	4 507	8 273	23 667
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	7 435	10 135	20 071	34 802

La diminution de 2,5 millions de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies pour le trimestre clos le 31 décembre 2012, par rapport à l'exercice précédent, s'explique essentiellement par un recul de 1,2 million de dollars du résultat net, combiné à une baisse de 0,5 million de dollars de la charge d'amortissement et une diminution de 0,4 million de dollars de la charge d'impôt différé. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, la baisse de 2,3 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités poursuivies, par rapport à la même période de l'exercice précédent, est essentiellement attribuable à un recul de 1,2 million de dollars du résultat net et une baisse de 1,0 million de dollars de la charge d'amortissement qui comprend une diminution de 0,4 million de dollars de l'amortissement du carnet de commandes.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Comptes clients	765	954	6 115	5 321
Stocks	(691)	(4 312)	(4 262)	(10 524)
Autres actifs à court terme	(2 547)	(1 887)	(3 231)	(1 838)
Facturations progressives	620	2 436	(3 722)	(3 666)
Impôts à payer et à recevoir	(128)	(1 487)	(3 048)	1 655
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (désignés comme « Comptes fournisseurs »)	2 784	1 057	919	(3 763)
Autres	(348)	(629)	(916)	1 710
	455	(3 868)	(8 145)	(11 105)

Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2012, l'augmentation des comptes fournisseurs reflète l'accroissement du niveau d'activité durant ce trimestre, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice en cours ainsi que l'augmentation du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé aux fins de conversion des comptes fournisseurs libellés en dollars américains. L'augmentation des autres actifs à court terme durant le trimestre et depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à une hausse des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir qui correspond à l'augmentation des coûts de développement admissibles rattachés à des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, la diminution des comptes clients découle d'une baisse du volume de ventes au troisième trimestre, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice précédent qui est, historiquement, le meilleur trimestre de l'exercice. L'augmentation des stocks, qui provient pour l'essentiel du premier trimestre, reflète l'accroissement des cadences de production dans le secteur commercial tandis que la réduction des facturations progressives reflète principalement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même qu'une diminution du carnet de commandes lié à certains programmes militaires. La réduction des impôts à payer et à recevoir pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, reflète principalement le paiement final des impôts effectué au premier trimestre pour l'exercice 2012.

Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2011, l'augmentation des comptes fournisseurs, des stocks et des facturations progressives cadrait avec l'accroissement prévu du volume des ventes au quatrième trimestre l'an dernier. Après les neuf premiers mois, l'incidence de la hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA avait été contrebalancée par une diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs essentiellement attribuable à une baisse du volume des ventes au troisième trimestre, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice précédent. La hausse des stocks était liée à l'augmentation des cadences de production dans le secteur de l'aérospatiale commerciale, tandis que la réduction des facturations progressives reflétait une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(3 081)	(4 123)	(9 524)	(12 258)
Augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net ⁽¹⁾	(2 340)	(1 576)	(4 841)	(7 275)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	45	332	137	349
Produit net de la vente découlant des activités abandonnées	(48 319)	-	224 477	-
Activités d'investissement découlant des activités abandonnées	-	526	(4 294)	(1 693)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(53 695)	(4 841)	205 955	(20 877)

⁽¹⁾ Des activités poursuivies.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles liées aux activités poursuivies présentées ci-haut peuvent être rapprochées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 803	4 254	8 010	9 308
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de la période	1 278	(131)	2 292	2 950
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	-	-	(778)	-
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	3 081	4 123	9 524	12 258

Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles des activités poursuivies se sont élevées respectivement à 1,8 million de dollars et 8,0 millions de dollars (4,3 millions de dollars et 9,3 millions de dollars lors du précédent exercice). Elles comprennent des investissements effectués dans le laboratoire d'essais d'ingénierie afin de répondre aux exigences des nouveaux programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale et de même que des dépenses en capital pour des projets en investissements de maintien. Il est prévu que les dépenses en immobilisations des activités poursuivies pour l'exercice en cours s'élèveront à environ 15 millions de dollars.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente essentiellement les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des

programmes de conception de jets d'affaires. Les ventes liées à certains de ces programmes devraient commencer au cours du prochain exercice financier et augmenteront progressivement au cours des cinq années suivantes.

Le produit net de la vente des activités abandonnées est lié à la transaction de vente et comprend, pour les neuf premiers mois de l'exercice, le produit de la vente obtenu en espèces, déduction faite de la réduction des obligations au titre des contrats de location-financement. Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2012, le montant comprend principalement l'impôt sur le résultat lié à la transaction de vente ainsi que les frais connexes payés durant le trimestre relativement à la transaction de vente.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	<u>2012</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Augmentation de la dette à long terme	1 224	839	1 224	4 115
Remboursement de la dette à long terme	(3 079)	(472)	(43 517)	(2 001)
Émission d'actions ordinaires	4 388	76	6 267	1 189
Distribution spéciale aux actionnaires	(157 688)	-	(157 688)	-
Activités de financement découlant des activités abandonnées	-	(672)	(3 208)	(2 302)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(155 155)	(229)	(196 922)	1 001

Le 19 décembre 2012, la Société a procédé au versement d'une distribution spéciale aux actionnaires de 157,5 millions de dollars, comme il est expliqué précédemment. Le montant présenté dans les flux de trésorerie englobe également les frais connexes à la transaction, déduction faite de l'impôt sur le résultat.

Cette année, tout comme lors de l'exercice précédent, le remboursement de la dette à long terme durant le trimestre et depuis le début de l'exercice, comprend le remboursement de prêts des autorités gouvernementales, de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement ainsi que d'un billet. Pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, le remboursement de la dette à long terme englobe également un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit, à la suite de la transaction de vente (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées plus haut).

Pour ce trimestre ainsi que pour les périodes de trois et neuf mois closes le 31 décembre 2011, l'augmentation de la dette à long terme reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales visant à soutenir les coûts de développement engagés par la Société dans le cadre de programmes aérospatiaux.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012, la Société a émis respectivement 679 005 et 1 032 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions pour des contreparties totales en espèces de 4 346 000 \$ et 6 057 000 \$. Au cours des mêmes périodes, la Société a également émis 3 485 et 23 992 actions ordinaires, respectivement, en vertu du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société (le « régime d'achat d'actions ») pour des contreparties totales en espèces de 42 000 \$ et 210 000 \$. Lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent, la Société avait émis 200 323 actions ordinaires (la totalité au premier trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$, ainsi que 12 135 et 33 453 actions ordinaires, respectivement, en vertu de son régime d'achat d'actions pour des contreparties totales en espèces de 76 000 \$ et 235 000 \$ (voir plus loin).

Au 31 décembre 2012, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et la direction prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 31 décembre 2012, la Société comptait 31 498 905 actions ordinaires en circulation (30 442 370 au 31 mars 2012).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012, la Société a émis respectivement 682 490 et 1 056 535 actions ordinaires à des prix moyens pondérés de 6,43 \$ et 5,93 \$ l'action, pour des contreparties totales en espèces de 4 388 000 \$ et 6 267 000 \$. Ce nombre comprend 679 005 et 1 032 543 actions ordinaires émises à la suite de l'exercice d'options sur actions pour des contreparties totales en espèces de 4 346 000 \$ et 6 057 000 \$. La juste valeur initiale de ces options sur actions, qui s'élevait respectivement à 1 443 000 \$ et 1 946 000 \$, a été créditée au capital émis de la Société et débitée du surplus d'apport de la Société. Les 3 485 et 23 992 actions ordinaires restantes, respectivement, ont été émises aux termes du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société à des prix moyens pondérés de 11,94 \$ et 8,75 \$, pour des contreparties totales en espèces de 42 000 \$ et 210 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2011, la Société avait émis 200 323 actions ordinaires (la totalité au premier trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,76 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$. La Société avait également émis 12 135 et 33 453 actions ordinaires, respectivement, aux termes de son régime d'achat d'actions à des prix moyens pondérés de 6,24 \$ et 7,01 \$ l'action, pour des contreparties totales en espèces de 76 000 \$ et 235 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, aucune option sur actions n'a été attribuée (242 000 options sur actions lors de l'exercice précédent, la totalité au deuxième trimestre), tandis que 679 005 et 1 032 543 options sur actions, respectivement, ont été exercées (200 323 lors de l'exercice précédent, la totalité au premier trimestre) et 111 900 options sur actions ont été annulées, la totalité au deuxième trimestre (aucune option sur actions n'avait été annulée au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois du précédent exercice).

Au 31 décembre 2012, 266 901 options sur actions étaient en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 4,2 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 7,90 \$ l'action (voir plus bas).

L'an dernier, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions a été remis à niveau en raison du nombre limité d'actions ordinaires

encore disponibles en vertu de ces régimes et par suite de l'approbation des actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire qui a eu lieu le 4 août 2011. Le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, immédiatement après l'approbation des actionnaires de la Société, s'établissait comme suit :

Actions ordinaires	Régime d'options d'achat d'actions	Régime d'achat d'actions	Nombre total d'actions ordinaires
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Au 31 décembre 2012, 1 752 381 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 284 762 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Au 31 décembre 2012, de manière cumulative, 39 000 DPVA, devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2014 et 2016, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 7,39 \$ (voir plus bas).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, 85 700 DPVA (53 200 au troisième trimestre) ont été exercés et 5 800 ont été annulés (la totalité au deuxième trimestre). En août 2010, le régime de DPVA a été remplacé par un régime d'UAD.

Au 31 décembre 2012, de manière cumulative, 47 871 UAD (37 718 l'an dernier) étaient en circulation (voir plus bas). Durant la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, 18 243 UAD ont été émises par la Société, la totalité au deuxième trimestre (37 718 UAD émises lors de l'exercice précédent, la totalité durant le premier semestre) et 8 090 UAD ont été exercées, la totalité au deuxième trimestre (aucune UAD n'avait été exercée lors de l'exercice précédent).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012, la charge au titre des DPVA s'est élevée respectivement à 2 000 \$ et 526 000 \$ (reprise de la charge de 84 000 \$ et 271 000 \$ lors de l'exercice précédent), tandis que la charge au titre des UAD s'est chiffrée respectivement à 40 000 \$ et 362 000 \$ (reprise de la charge de 5 000 \$ et charge de 211 000 \$, respectivement, lors de l'exercice précédent). Se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Ajustement apporté à certains régimes de rémunération fondée sur des actions à une date ultérieure à la clôture du trimestre clos le 31 décembre 2012

Suite à la distribution spéciale versée aux actionnaires (voir plus haut) et compte tenu de son incidence sur le cours de l'action de la Société, le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 14 janvier 2013, un ajustement devant être apporté aux prix d'exercice des options sur actions et des DPVA en circulation de la Société, et l'émission de UAD supplémentaires. L'ajustement a été effectué conformément aux régimes connexes de rémunération fondée sur des actions de la Société et a été approuvé par la Bourse de Toronto (« TSE ») comme prescrit en ce qui a trait aux ajustements apportés aux options sur actions. Cet ajustement représentait la différence entre le prix moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours de l'action de la Société négociée sur le TSE, immédiatement avant le 20 décembre 2012 (soit la date du début de

la négociation ex-distribution de l'action de la Société, à la suite de la distribution spéciale aux actionnaires) et le prix moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours à partir du 20 décembre 2012. La Société a également émis des UAD supplémentaires sur la même base. L'impact sur le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options sur actions, DPVA et UAD de la Société se présente comme suit :

	Avant ajustement		Après ajustement	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Options sur actions	266 901	7,90 \$	266 901	3,27 \$
DPVA	39 000	7,39 \$	39 000	2,78 \$
UAD	47 871	S.O.	75 302	S.O.

Cet ajustement n'aura aucun impact sur les états des résultats consolidés de la Société pour le trimestre en cours.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit fournit un rapprochement des variations survenues dans les bilans consolidés entre le 31 mars 2012 et le 31 décembre 2012, en supposant que tous les éléments se rattachant aux activités vendues ont été reclassés en date du 31 mars 2012 comme détenus en vue de la vente :

	31 mars 2012		31 déc. 2012		Variation	Référence
	Consolidé	Détenu en vue de la vente	Ajusté ⁽¹⁾			
	000 \$	000 \$	000 \$	000 \$	000 \$	
ACTIF						
Actif à court terme						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	62 007	-	62 007	91 391	29 384	A
Comptes clients	59 677	(17 153)	42 524	36 409	(6 115)	B
Impôts à recevoir	1 500	(1 500)	-	-	-	
Stocks	135 323	(30 915)	104 408	108 670	4 262	C
Instruments financiers dérivés	6 471	-	6 471	4 981	(1 490)	
Autres actifs à court terme	16 492	(2 467)	14 025	13 125	(900)	
Total de l'actif à court terme	281 470	(52 035)	229 435	254 576	25 141	
Immobilisations corporelles, montant net	153 208	(74 785)	78 423	77 429	(994)	
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	24 514	(2 688)	21 826	26 216	4 390	D
Instruments financiers dérivés	3 236	-	3 236	927	(2 309)	
Goodwill	36 068	(16 986)	19 082	19 069	(13)	
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 210	1 210	
Actif détenu en vue de la vente	611	146 494	147 105	611	(146 494)	E
Total de l'actif	499 107	-	499 107	380 038	(119 069)	
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif à court terme						
Comptes fournisseurs et charges à payer	56 319	(15 478)	40 841	42 614	1 773	
Comptes fournisseurs – autres	3 010	(100)	2 910	2 665	(245)	
Provisions	12 157	(2 206)	9 951	10 710	759	
Facturations progressives	16 393	(4 846)	11 547	11 064	(483)	F
Impôts à payer	2 381	576	2 957	2 494	(463)	
Instruments financiers dérivés	827	-	827	1 270	443	
Tranche à court terme de la dette à long terme	10 867	(4 364)	6 503	5 203	(1 300)	G
Passif directement associé aux actifs d'un groupe à céder classé comme détenu en vue de la vente	-	51 006	51 006	-	(51 006)	F
Total du passif à court terme	101 954	24 588	126 542	76 020	(50 522)	
Dette à long terme	108 249	(14 846)	93 403	54 186	(39 217)	G
Provisions	4 866	-	4 866	5 214	348	
Facturations progressives	7 512	(953)	6 559	3 320	(3 239)	F
Instruments financiers dérivés	2 700	-	2 700	530	(2 170)	
Passifs d'impôt différé	17 071	(8 789)	8 282	12 664	4 382	
Autres passifs	12 788	-	12 788	13 277	489	
Total du passif	255 140	-	255 140	165 211	(89 929)	
Capitaux propres						
Capital émis	102 202	-	102 202	25 263	(76 939)	H
Surplus d'apport	3 059	-	3 059	1 108	(1 951)	
Cumul des autres éléments du résultat global	2 515	800	3 315	3 273	(42)	
Cumul des autres éléments du résultat global directement associé aux actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	(800)	(800)	-	800	
Résultats non distribués	136 191	-	136 191	185 183	48 992	I
Capitaux propres	243 967	-	243 967	214 827	(29 140)	
Total du passif et des capitaux propres	499 107	-	499 107	380 038	(119 069)	

⁽¹⁾ Ajusté pour tenir compte des éléments détenus en vue de la vente associés aux activités vendues (transaction de vente).

La section qui suit fournit des explications concernant des variations importantes survenues dans les bilans des activités poursuivies entre le 31 mars 2012 et le 31 décembre 2012 (voir la référence dans le tableau qui précède) :

A- L'augmentation de 29,4 millions de dollars est principalement attribuable :

- Au produit de la transaction de vente de 298,1 millions de dollars obtenu en espèces, déduction faite du remboursement de dettes connexes de 54,0 millions de dollars, de l'impôt connexe sur le résultat payé de 49,0 millions de dollars et des frais engagés pour la transaction de vente.
- À la distribution spéciale aux actionnaires de la Société de 157,5 millions de dollars versée aux actionnaires de la Société au troisième trimestre.

Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés pour l'information détaillée.

B- La diminution de 6,1 millions de dollars est attribuable à un recul des ventes au troisième trimestre de l'exercice en cours, par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice, combiné à l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA moins élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2012 (impact de 0,1 million de dollars).

C- La hausse reflète l'accroissement des cadences de production dans le secteur commercial et l'augmentation anticipée des ventes au quatrième trimestre de l'exercice en cours.

D- La variation de 4,4 millions de dollars reflète l'augmentation des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme (4,8 millions de dollars) et des coûts de logiciels (0,3 million de dollars), déduction faite de l'amortissement du carnet de commandes (0,1 million de dollars) et de l'amortissement des logiciels (0,6 million de dollars).

E- La baisse reflète les actifs cédés ainsi que le passif pris en charge par le vendeur, à la suite de la transaction de vente.

F- La baisse de 3,7 millions de dollars des facturations progressives à court et à long terme reflète essentiellement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même qu'une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires.

G- La diminution de 40,5 millions de dollars de la dette à court et à long terme reflète :

- Le remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) du montant prélevé sur la facilité de crédit à la suite de la transaction de vente ainsi que le remboursement d'autres dettes à long terme (6,5 millions de dollars);
- L'application d'un taux de change \$ US/\$ CA moins élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains (0,5 million de dollars);

Déduction faite :

- D'un prêt gouvernemental obtenu en soutien aux investissements effectués dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (1,2 million de dollars);
- D'un nouveau contrat de location-financement pour de l'équipement (0,8 million de dollars);

- De la désactualisation des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (1,2 million de dollars);
- De l'amortissement des frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,3 million de dollars).

H- La diminution de 76,9 millions de dollars reflète la réduction de 85,0 millions de dollars du capital émis et le paiement de ce montant aux actionnaires de la Société dans le cadre de la distribution spéciale ainsi que les frais de transaction connexes de 0,1 million de dollars, déduction faite des actions ordinaires émises à la suite de l'exercice d'options sur actions (8,0 millions de dollars) et de l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société (0,2 million de dollars).

I- L'augmentation de 49,0 millions de dollars reflète le résultat net de la Société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, en partie contrebalancé par les pertes actuarielles constatées aux régimes de retraite à prestations définies, déduction faite de l'impôt sur le résultat, pour la même période, et le dividende de 72,5 millions de dollars versé aux actionnaires de la Société dans le cadre de la distribution spéciale, de même que les frais connexes de 0,1 million de dollars engagés relativement à la transaction.

En date du 31 décembre 2012 et du 31 mars 2012, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	31 décembre 2012	31 mars 2012
Ratio du fonds de roulement	3,35:1	2,76:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	91,4 M\$	62,0 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,25:1	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	(0,15:1)	0,23:1

(1) : Se définit comme la dette à long terme totale (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Aide gouvernementale

Durant le trimestre clos le 31 décembre 2012, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 0,3 million de dollars (0,7 million de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou coûts de développement capitalisés, un montant de 0,5 million de dollars (0,7 million de dollars lors de l'exercice précédent) en aide gouvernementale. Depuis le début de l'exercice, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 1,5 million de dollars (1,8 million de dollars lors de l'exercice précédent) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou coûts de développement capitalisés, un montant de 1,8 million de dollars (2,2 millions de dollars lors de l'exercice précédent), en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et d'autres crédits d'impôt liés principalement aux coûts de développement rattachés à des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale.

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 31 décembre 2012, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 1,3 million de dollars portant sur des installations. Ces sommes sont payables au cours du présent exercice financier et des six prochains. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition d'installations, de machinerie et d'équipement se chiffrait à 1,4 million de dollars (se reporter à la Note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu. Ils tiennent également compte de la qualité du crédit des instruments financiers sous-jacents.

Au 31 décembre 2012, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 130,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0405 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois de janvier 2013 et le mois de mars 2016, mais principalement au cours du présent exercice et du prochain (se reporter à la Note 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 145,3 millions de dollars US en date du 31 mars 2012 et 161,4 millions de dollars US en date du 31 décembre 2011. Ces contrats étaient assortis respectivement d'un taux de change moyen pondéré de 1,0620 et de 1,0690.

Aux 31 décembre 2012 et 31 mars 2012, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente de 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours de l'exercice financier 2014. Au 31 décembre 2011, ces contrats totalisaient 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars US, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swaps de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars US. Les ententes, qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars US et à 3,91 % pour des montants totalisant 20 millions de dollars US, viendront à échéance en décembre 2015.

En août 2012, à la suite de la transaction de vente et du remboursement de certaines dettes, la Société a racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente. Par conséquent, au 31 décembre 2012, la Société ne détenait plus qu'une seule entente de swaps

de taux d'intérêt qui fixait le TIOL américain à 3,90 % pour un montant nominal de 10 millions de dollars US.

En septembre 2012, la Société a conclu un tunnel de taux qui lui permettait, le 30 novembre 2012, de vendre 90 millions de dollars US à un taux minimum de 0,96 (dollar canadien par rapport au dollar américain) et un taux maximum de 1,0035. Ce tunnel de taux est arrivé à échéance au troisième trimestre sans avoir d'incidence puisque le taux de change à la date d'échéance se situait entre le taux minimum et le taux maximum du tunnel de taux.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ainsi qu'avec une succursale canadienne d'une banque américaine, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 décembre 2012.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration modeste de l'économie mondiale continue d'avoir des répercussions positives sur la plupart des marchés stratégiques de la Société. Dans le marché des gros porteurs commerciaux, les fabricants augmentent comme prévu la cadence de production de leurs programmes d'envergure, une dynamique qui devrait se poursuivre jusqu'à l'année civile 2014, tandis que la hausse des bénéfices des entreprises devrait stimuler le marché des jets d'affaires. Entre-temps, l'incertitude persiste sur le marché de l'aérospatiale militaire, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. L'économie demeure toutefois fragile en raison de la situation de la dette de plusieurs pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait l'aider à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. À la suite de la transaction de vente conclue le 31 août 2012, ainsi que de la distribution spéciale en espèces versée aux actionnaires en décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 91,4 millions de dollars au 31 décembre 2012.

La Société respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité compte tenu de sa situation de trésorerie et du fait que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des gouvernements ou des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. La facilité de crédit de la Société a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9, Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2015, et l'application anticipée est permise. La Société évalue présentement l'incidence que l'adoption de cette norme aura sur ses états financiers consolidés.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. Cette norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013, et considère que cette nouvelle norme aura une incidence minimale sur ses états financiers consolidés.

IAS 1, Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement découlant des modifications apportées à l'IAS 1 est l'exigence de regrouper au poste Autres éléments du résultat global (« AERG ») les éléments susceptibles d'être reclassés à l'état des résultats. Les modifications confirment également les exigences existantes selon lesquelles les éléments figurant dans les AERG et le résultat net doivent être présentés dans un seul état ou dans deux états consécutifs. La version modifiée de l'IAS 1 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise. La

Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013, et considère que cette nouvelle norme aura une incidence sur la présentation de son état du résultat global consolidé, sans toutefois avoir d'incidence sur les autres éléments du résultat global.

IAS 19, Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a apporté des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Parmi les changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de capitalisation des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime). Cette modification devrait entraîner une hausse du coût de capitalisation net pour la Société. En outre, les modifications apportées à l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées du fait de leur participation à ces régimes. La version modifiée de l'IAS 19 entrera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013. L'incidence de cette nouvelle norme, si elle avait été appliquée aux résultats de la Société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, aurait été d'augmenter de 327 000 \$ la charge de retraite (239 000 \$ déduction faite de la charge d'impôt).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière durant le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives

- Fluctuation des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'œuvre qualifiée
- Obligations au titre des régimes de retraite

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2013			Exercice 2012				Exercice 2011
	31 déc. 2012	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	31 déc. 2011	30 sept. 2011	30 juin 2011	31 mars 2011
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges ⁽¹⁾ (\$ CA/équivalent 1 \$ US)	0,9913	0,9948	1,0102	1,0012	1,0231	0,9802	0,9676	0,9860
Ventes des activités poursuivies	61 742	57 684	63 780	74 784	61 988	55 464	61 292	67 960
BAIIA des activités poursuivies	7 654	6 972	8 253	11 412	10 240	7 300	8 496	9 118
Résultat net découlant des activités poursuivies	3 296	2 724	3 025	5 602	4 505	2 481	3 287	3 054
Résultat net	4 585	112 724	6 283	8 962	6 910	4 812	5 797	7 992
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base	0,11	0,09	0,10	0,20	0,15	0,08	0,11	0,10
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) - dilué	0,11	0,09	0,10	0,20	0,15	0,08	0,11	0,10
Bénéfice par action (\$) – de base	0,15	3,68	0,21	0,29	0,23	0,16	0,19	0,26
Bénéfice par action (\$) - dilué	0,15	3,64	0,20	0,29	0,23	0,16	0,19	0,26

⁽¹⁾ À l'exception des contrats de change à terme.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent plutôt favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale grâce à une demande soutenue des économies en développement qui compense la mollesse des marchés matures de l'Europe et de l'Amérique du Nord. L'*International Air Transport Association* (« IATA ») évalue que le marché des passagers a enregistré une croissance de 5,3 % au cours de l'année civile 2012 et prévoit qu'il connaîtra une progression de 4,5 % durant l'année civile 2013. Par ailleurs, le volume de fret aérien a fléchi d'environ 2,0 % durant l'année civile 2012, mais devrait croître de 1,4 % au cours de l'année civile 2013.¹

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants augmentent la cadence de production de leurs programmes d'envergure et prévoient que cette dynamique se poursuivra

¹ Source : IATA, Prévisions financières de l'industrie, décembre 2012

jusqu'à l'année civile 2014.² Les sociétés Boeing et Airbus ont ainsi toutes deux livré un plus grand nombre d'appareils au cours de l'année civile 2012 que lors de l'année précédente. En outre, leurs carnets de commandes sont bien remplis et représentent environ sept ans de production aux cadences de production actuelles.

Témoignant de la reprise imminente sur le marché des jets d'affaires, les livraisons d'avions sont demeurées stables durant les neuf premiers mois de l'année civile 2012, comparativement à l'année précédente. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement. Les indicateurs continuent de pointer vers une reprise, alors que l'utilisation des avions affiche une légère augmentation et que le nombre d'avions usagés à vendre demeure relativement stable en proportion de l'ensemble de la flotte³.

L'incertitude persiste dans le marché de l'aérospatiale militaire alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le financement du budget de la Défense qui a été approuvé pour l'exercice financier 2013 est d'environ 0,6 % inférieur au budget de base de l'exercice précédent⁴. La Société croit toutefois que son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devraient atténuer son exposition à d'éventuelles réductions des budgets alloués à la défense.

Au 31 décembre 2012, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 376 millions de dollars, comparativement à 378 millions de dollars trois mois plus tôt. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations atteindront environ 15 millions de dollars au cours de l'exercice 2013. Le solide bilan de la Société et les fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit permettent à Héroux-Devtek d'envisager la réalisation d'acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et services et de lui apporter de nouvelles technologies.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels elle est partie, la direction prévoit que les ventes des activités poursuivies de la Société enregistreront une croissance interne qui pourrait atteindre jusqu'à 5 % pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2013.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et par le conseil d'administration le 7 février 2013. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

² Sources : Communiqués de presse d'Airbus du 18 mai 2011 et du 3 février 2011. Communiqués de presse de Boeing du 12 novembre 2012, du 23 octobre 2012, du 10 janvier 2012 et du 15 juin 2011.

³ Sources : GAMA, JETNET, FAA, Teal Group.

⁴ Source : Communiqué de presse du département de la Défense des États-Unis publié le 3 janvier 2013.